



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

***Bureau du Comité directeur sur
les médias et la société de l'information
(CDMSI-BU)***

**1^{re} réunion – 29-30 mai 2012
(Strasbourg, Palais de l'Europe, Salle 16)**

(4/7/2012)

1 & 2. Ouverture de la réunion – Adoption de l'ordre du jour

La réunion est ouverte par le président du CDMSI, M. Andris MELLAKAULS. Le Bureau adopte l'ordre du jour et l'ordre des travaux (annexe I). La liste des participants figure à l'annexe II.

Jan Kleijssen, Directeur de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, fournit des informations au Bureau, notamment sur les points suivants :

- un bilan des activités mises en œuvre sous la présidence sortante du Comité des Ministres (Royaume-Uni) et les priorités fixées par la présidence entrante (Albanie), telles qu'elles ressortent de la 122^e session du Comité des Ministres (23 mai 2012) ;
- l'importance de commencer à préparer le contenu et les détails pratiques de la 1^{re} conférence des ministres responsables des médias et de la société de l'information qui se tiendra à Belgrade en septembre/octobre 2013 ;
- une task force sur la liberté d'expression et la liberté des médias mise en place par le Secrétaire Général pour faciliter la communication au sein du Secrétariat en vue de la mise en œuvre de la déclaration du Comité des Ministres du 13 janvier 2010.

3. Décisions du Comité des Ministres

Groupes subordonnés

Projet de mandat du groupe subordonné du CDMSI : Comité d'experts sur les droits des usagers d'internet (MSI-DUI) (voir plus loin le point 6)

Textes normatifs

Recommandation CM/Rec(2012)3 sur la protection des droits de l'homme dans le contexte des moteurs de recherche ;

Recommandation CM/Rec(2012)4 sur la protection des droits de l'homme dans le cadre des services de réseaux sociaux

Le Bureau prend note de l'adoption de ces instruments par le Comité des Ministres le 4 avril 2012.

Projet de déclaration sur l'utilité de normes internationales relatives à la recherche opportuniste de juridiction dans les cas de diffamation (libel tourism) afin d'assurer la liberté d'expression.

Le Bureau note que le projet de déclaration a été suspendu par le Groupe de rapporteurs sur les droits de l'homme (GR-H) à la suite d'une demande de la Commission européenne.

Textes de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

*« La pornographie violente et extrême » – Recommandation 1981 (2011) de l'APCE
Réponse adoptée par le Comité des Ministres le 12 avril 2012 lors de la 1140^e réunion des députés du Comité des Ministres.*

Le Bureau prend note de la réponse du Comité des Ministres concernant cette recommandation de l'APCE et examine l'instruction destinée au CDMSI (paragraphe 5 de la réponse). Il demande au Secrétariat de faire le bilan des travaux disponibles en la matière et examine la possibilité d'organiser une audition sur ce sujet. Le Bureau poursuivra la discussion sur cette question lors de sa prochaine réunion.

Recommandation 1998(2012) de l'APCE « La protection de la liberté d'expression et d'information sur l'internet et les médias en ligne »

Recommandation 1996 (2012) de l'APCE « L'égalité entre les femmes et les hommes : une condition du succès du Printemps arabe

Recommandation 2001(2012) de l'APCE – « La protection et la mise à disposition du patrimoine culturel audiovisuel »

Le Bureau prend note des invitations du Comité des Ministres à apporter des commentaires sur les recommandations et note le délai accordé au CDMSI pour cet examen (fin juin/début juillet)

4. Echanges de vues

Le Bureau se penche sur l'importance d'explorer une possible coopération entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne et d'éviter les doubles emplois. Dans cette perspective, le président se réfère à une présentation qu'il a faite le 17 avril 2012 devant le Groupe de haut niveau sur la liberté et le pluralisme des médias de la Commission européenne.

Le Bureau convient d'inviter la présidente du Groupe de haut niveau de la Commission européenne (M^{me} Vaira Vike-Freiberga, ancienne présidente de Lettonie) ou un autre représentant du Groupe de haut niveau à la prochaine réunion du CDMSI.

Le Bureau convient également d'inviter le nouveau Commissaire des droits de l'homme, M. Nils Muizniek, à un échange de vues avec le CDMSI.

5. Stratégie 2012-2015 du Conseil de l'Europe sur la gouvernance de l'internet

Tableau de suivi de la Stratégie 2012-2015 du Conseil de l'Europe en matière de gouvernance de l'internet

Le Bureau prend note du tableau élaboré par le Secrétariat et suggère des modifications pour permettre au CDMSI de se faire une meilleure idée sur la mise en œuvre de la Stratégie.

6. Société de l'information et gouvernance de l'internet

Activités normatives

Projet de déclaration du Comité des Ministres sur les risques du suivi numérique et des autres technologies de surveillance pour les droits fondamentaux

Suite aux débats lors de la 1^{re} réunion du CDMSI, le Bureau convient de soumettre le projet de texte pour observations d'ici au 30 juin 2012 au Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY), au Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD) et au Comité européen de coopération juridique (CDCJ).

Suivi d'instruments particuliers sur internet adoptés par le Comité des Ministres

Déclaration sur des principes de gouvernance de l'internet ;

Recommandation sur la protection et la promotion de l'universalité, de l'intégrité et de l'ouverture de l'internet ;

Déclaration sur la neutralité du réseau.

Le Bureau demande au Secrétariat d'inviter tous les membres du CDMSI à envoyer des suggestions en vue d'actions de suivi d'ici au 31 juillet 2012.

Recueil des droits existants des utilisateurs de l'internet

Projet de mandat du Comité d'experts sur les droits des usagers d'internet (MSI-DUI) – version révisée ;

Liste des candidats au MSI-DUI (soumise par des membres du CDMSI).

Le Bureau note que le mandat du MSI-DUI a été soumis au Comité des Ministres. Sous réserve de son adoption, le Bureau dresse une liste des membres proposés (annexe III) qui devra être approuvée par le CDMSI d'ici au 18 juin 2012.

Elaboration d'un instrument sur le flux transfrontalier du trafic internet

Il est rappelé que le CDMSI, lors de sa première réunion, est convenu d'envisager un projet découlant d'un rapport préliminaire identifiant des problèmes concrets. Dans cette perspective, le Bureau décide que le Secrétariat commencera les préparatifs en vue de ce rapport en organisant une réunion informelle à l'automne 2012. Ce sujet fera l'objet d'un atelier spécial à l'occasion de la réunion du FIG à Bakou, en novembre 2012.

Activités de coopération

Dialogue européen sur la gouvernance de l'internet (EuroDIG - Stockholm, 14-15 juin 2012)

Le Bureau prend note des informations fournies par le Secrétariat sur la 5^e édition d'EuroDIG.

Forum sur la gouvernance de l'internet (Bakou, 6-9 novembre 2012, dates à confirmer)

Le Bureau prend note des informations préliminaires fournies par le Secrétariat sur la participation et les contributions du Conseil de l'Europe. Il demande au Secrétariat d'explorer les

possibilités et, s'il y a lieu, de prévoir l'organisation d'un événement FIG sur la sécurité des journalistes et des blogueurs en ligne.

7. *Médias*

Activités normatives

Initiatives pour renforcer la protection des journalistes, des autres professionnels des médias et des blogueurs, à la fois en ce qui concerne des mesures préventives et les enquêtes elles-mêmes, en tenant compte des travaux menés par d'autres organisations internationales, ainsi que pour promouvoir un journalisme éthique.

Le Bureau examine les moyens pouvant faire progresser cette question. Plusieurs organisations et ONG internationales sont actives dans ce domaine et toute action du CDMSI devra apporter une valeur ajoutée. A cette fin, il sera souhaitable d'avoir un meilleur aperçu sur ce qui est déjà réalisé, notamment sur les instruments du Conseil de l'Europe, et sur ce qu'il serait encore utile de faire. Le Bureau demande au Secrétariat de fournir des informations pour faciliter l'examen de la question par le CDMSI. Voir aussi la fin du paragraphe précédent, concernant un événement FIG.

Projet de convention sur les droits voisins des organismes de radiodiffusion

Le Bureau note que rien de nouveau n'a été signalé depuis la 1^{re} réunion du CDMSI lors de laquelle cette question a été suspendue.

Projet de recommandation sur l'égalité des sexes et les médias

Le Secrétariat informe le Bureau que l'actuel projet de texte a été soumis au Bureau des traités du Conseil de l'Europe qui a suggéré de le reformuler en tant que recommandation à part entière – et non comme recommandation venant mettre à jour des textes existants. Le Secrétariat est invité à préparer un projet de recommandation révisé et à réunir un groupe informel afin de le finaliser vers la fin 2012.

Dimension de l'égalité des sexes dans la couverture médiatique des campagnes électorales

Le Bureau examine l'ébauche d'un instrument élaborée par le Secrétariat à la demande du CDMSI. Le Bureau suggère d'attendre, avant de poursuivre les travaux sur un texte sur cette question, que le projet de recommandation sur l'égalité des sexes soit finalisé.

Propositions soumises au Comité des Ministres sur le suivi d'instruments spécifiques concernant les médias adoptés par le Comité des Ministres (par exemple, en ce qui concerne les médias de service public, la valeur de service public d'internet, ou une nouvelle conception des médias)

Le Bureau note que le CDMSI est convenu de mettre ce point en attente, sous réserve de discussions en rapport avec la prochaine conférence ministérielle spécialisée.

Activités de coopération

Dans les Etats membres et dans les régions voisines

Le Bureau prend note des informations fournies par le Secrétariat sur les activités en cours et sur des projets d'activités à mener en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Moldova, en Ukraine (Programmes conjoints UE-Conseil de l'Europe) et en Bosnie-Herzégovine (contributions

volontaires de l'Irlande et de la Norvège), ainsi que concernant des pays voisins (Jordanie, Maroc et Tunisie).

8. Mise en œuvre de la Déclaration du CM du 13 janvier 2010

Le Bureau est informé que le Secrétaire Général a mis en place la task force inter-secrétariat sur la liberté d'expression et la liberté des médias, groupe qui sera coordonné par la division Médias. La task force rassemble le Cabinet du Secrétaire Général, le Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, le Bureau du Commissaire aux droits de l'homme, le Service de l'exécution des arrêts de la Cour, le Secrétariat de l'Assemblée parlementaire, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, le Comité des Ministres, la Commission de Venise, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) et enfin la Direction de la Communication. Une première réunion de la task force est prévue pour le 21 juin 2012.

Le Secrétariat tiendra le CDMSI et le Bureau informés des travaux menés par la task force et facilitera la communication afin que le CDMSI apporte la contribution d'experts intergouvernementaux.

9. Protection des données à caractère personnel

Activités normatives

Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n°108) ;

Recommandation R(89)2 sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins d'emploi ;

Recommandation R(87)15 visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police.

Le Bureau prend note de l'état d'avancement de la révision des instruments précités. Il prend également note de l'adhésion de l'Arménie en tant que 44^e partie contractante à la Convention n°108.

10. 1^{re} Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables des médias et de la société de l'information (Belgrade, septembre/octobre 2013)

Le Bureau examine les propositions de thèmes soumises par Matthias Traimer, Ren Reynolds, Andris Mellakauls, la délégation française et Thomas Schneider, ainsi qu'un document interne du Secrétariat résumant les discussions. Pour sa prochaine réunion, le Bureau demande au Secrétariat de préparer un document de synthèse à partir de la discussion et d'autres possibles contributions du CDMSI.

11. Relations du CDMSI avec les autres organes du Conseil de l'Europe

Le Bureau estime qu'il serait souhaitable que le CDMSI soit représenté au sein d'autres comités du Conseil de l'Europe, du moins si leur ordre du jour offre un intérêt pour le CDMSI et si des moyens budgétaires sont disponibles. Il laisse au Secrétariat le soin de décider, au cas par cas et

en concertation avec le président, de cette participation, en particulier avec les instances suivantes :

- *le Comité d'experts sur le terrorisme (CODEXTER),*
- *le Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY),*
- *les Conférences OCTOPUS,*
- *le Comité européen pour la cohésion sociale (CDCS),*
- *le Comité des Parties à la Convention pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (T-ES),*

- *la Conférence des ministres de la Justice (« Les réponses de la justice à la violence urbaine »).*
Le Bureau est informé des préparatifs de la 31^e Conférence des ministres de la Justice qui se tiendra à Vienne du 19 au 21 septembre 2012.

12. Statut d'observateur

Le Bureau rappelle que l'Internet Society (ISOC) et la Global Network Initiative (GNI) ont demandé à plusieurs reprises à participer aux travaux du CDMSI. Ces organisations devraient être invitées à la prochaine réunion du CDMSI ce qui leur permettra de présenter leur travail ; le CDMSI pourra alors évaluer leur contribution potentielle à ses propres travaux et prendre toute décision nécessaire.

12. Autres questions

Le Bureau évoque avec tristesse la disparition de M. Boleslaw SULIK qui, durant de nombreuses années, a représenté la Pologne au CDMM (prédécesseur du CDMSI et du CDMC). Il rend hommage à son travail et à sa longue coopération avec le Conseil de l'Europe.

13. Dates de la prochaine réunion

Le Bureau prend note des dates de sa prochaine réunion : **10-11 octobre 2012.**



Annexe I

Bureau du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)

1^{re} réunion - 29 au 30 mai 2012 (Strasbourg, Palais de l'Europe, Salle 16)
CDMSI-BU/OJ(2012)001Rev

Projet d'ordre du jour annoté (25/05/2012)

| Ordre des travaux | | |
|-------------------|------------------|------------|
| | Matin | Après-midi |
| 29 mai | 1, 2, 3, 4, 7, 8 | 10 |
| 30 mai | 5, 6, 9, 11 | 12, 13, 14 |

1. Ouverture de la réunion

| | |
|------------------------|---|
| Documents de référence | <ul style="list-style-type: none"> - <i>CDMSI(2012)003rev – rapport abrégé de la 1^{re} réunion du CDMSI</i> - <i>CDMSI(2012)004 – rapport de la 1^{re} réunion du CDMSI</i> - <i>Tableau de suivi à la 1^{re} réunion du CDMSI – dernière mise à jour</i> |
|------------------------|---|

2. Adoption de l'ordre du jour

| | |
|-----------------|---|
| Action attendue | Adopter l'ordre du jour de la réunion et l'ordre des travaux. |
|-----------------|---|

3. Décisions du Comité des Ministres

Groupes subordonnés

| | |
|--------------------------|---|
| Documents | <i>Projet de mandat du groupe subordonné du CDMSI : Comité d'experts sur les droits des usagers d'internet (MSI-DUI) – version révisée</i> |
| Notes et action attendue | Les modifications apportées par le CDMSI lors de sa 1 ^{re} réunion ont été communiquées. Le CM doit encore les examiner (4 juillet). |

Textes normatifs

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | <ul style="list-style-type: none"> - <i>Recommandation CM/Rec(2012)3 sur la protection des droits de l'homme dans le contexte des moteurs de recherche</i> - <i>Recommandation CM/Rec(2012)4 sur la protection des droits de l'homme dans le cadre des services de réseaux sociaux</i> |
| Notes et action attendue | Prendre note de leur adoption par le CM le 4 avril. |

| | |
|-----------|--|
| Documents | - <i>Projet de déclaration sur l'utilité de normes internationales relatives à la recherche opportuniste de juridiction dans les cas de diffamation (« libel</i> |
|-----------|--|

| | |
|--------------------------|---|
| | <i>tourism »)</i> |
| Notes et action attendue | Le GR-H (27 mars) a reporté l'examen du projet. |

Textes de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

| | |
|--------------------------|---|
| Documents | - « <i>La pornographie violente et extrême</i> » – <i>Recommandation 1981 (2011) de l'APCE</i> - <i>Réponse adoptée par le Comité des Ministres le 12 avril 2012 lors de la 1140^e réunion des députés du Comité des Ministres</i> |
| Notes et action attendue | Examiner les instructions du CM (paragraphe 5 de la réponse) et, s'il y a lieu, faire des propositions au CDMSI. |

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | - <i>Recommandation 1998(2012) de l'APCE sur la protection de la liberté d'expression et d'information sur l'internet et les médias en ligne</i> - <i>Résolution 1877(2012) de l'APCE sur la protection de la liberté d'expression et d'information sur l'internet et les médias en ligne</i> |
| Notes et action attendue | Une demande de commentaires a été envoyée au CDMSI le 26/04/2012. Discussion |

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | - <i>Recommandation 1996 (2012) de l'APCE « L'égalité entre les femmes et les hommes : une condition du succès du Printemps arabe »</i> - <i>Résolution 1873 (2012) de l'APCE « L'égalité entre les femmes et les hommes : une condition du succès du Printemps arabe »</i> |
| Notes et action attendue | Information par le Secrétariat. Discussion |

4. Echanges de vues

| | |
|--------------------------|--|
| Notes et action attendue | L'échange sur la coopération avec l'Union européenne prévu lors de la 1 ^{re} réunion du CDMSI n'a pas pu avoir lieu en raison de l'indisponibilité des personnes invitées. Réfléchir aux thèmes de discussion à prévoir / personnes à inviter pour la 2 ^e réunion du CDMSI. |
|--------------------------|--|

5. Stratégie 2012-2015 du Conseil de l'Europe en matière de gouvernance de l'internet

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | <i>Tableau de suivi de la Stratégie 2012-2015 du Conseil de l'Europe en matière de gouvernance</i> |
| Notes et action attendue | Examiner les informations fournies par le Secrétariat. Discuter des modalités à appliquer par le CDMSI pour superviser la mise en œuvre de la stratégie. |

6. Société de l'information et gouvernance de l'internet

Activités normatives

| | |
|-----------|---|
| Documents | <i>Projet de déclaration du Comité des Ministres sur les risques du suivi numérique et des autres technologies de surveillance pour les droits fondamentaux - CDMSI(2012)002Rev</i> |
|-----------|---|

| | |
|--------------------------|---|
| | |
| Notes et action attendue | Projet mis à jour en fonction des observations des délégations et soumis au T-CY, au T-PD et au CDCJ pour commentaires. |

Suivi des instruments particuliers sur internet adoptés par le Comité des Ministres

| | |
|--------------------------|---|
| Documents | <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration sur des principes de gouvernance de l'internet - Recommandation sur la protection et la promotion de l'universalité, de l'intégrité et de l'ouverture de l'internet - Déclaration sur la neutralité du réseau |
| Notes et action attendue | Discussion à la lumière des propositions reçues |

Recueil des droits existants des utilisateurs de l'internet

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | <ul style="list-style-type: none"> - Projet de mandat du Comité d'experts sur les droits des usagers d'internet (MSI-DUI) – version révisée - Liste des candidats au MSI-RIU |
| Notes et action attendue | Voir le point 3. Information par le Secrétariat et discussion sur le suivi. |

Rédaction d'un instrument juridique sur le flux transfrontalier du trafic Internet

| | |
|--------------------------|---|
| Notes et action attendue | Information par le Secrétariat sur l'état d'avancement et discussion. |
|--------------------------|---|

Activités de coopération

Dialogue européen sur la gouvernance d'internet (EuroDIG - Stockholm, 14-15 juin 2012)

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | - EuroDIG 2012 – grandes lignes du programme |
| Notes et action attendue | Information par le Secrétariat sur la 5 ^e édition prochaine d'EuroDIG, prévue à Stockholm les 14-15 juin 2012 Prendre note |

Forum sur la gouvernance d'internet (Bakou, 6-9 novembre 2012, dates à confirmer)

| | |
|-------|---------------------------------|
| Notes | Information par le Secrétariat. |
|-------|---------------------------------|

7. Médias

Activités normatives

Initiatives pour renforcer la protection des journalistes, des autres professionnels des médias et des bloggeurs, à la fois en ce qui concerne des mesures préventives et les enquêtes elles-mêmes, en prenant en compte les travaux menés par d'autres organisations internationales, et pour promouvoir un journalisme éthique.

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de la CEDH sur les obligations positives http://www.echr.coe.int/NR/rdonlyres/16237F92-BCB9-4F12-9B1C-0EF6E3B2CB27/0/RAPPORT_RECHERCHE_Positive_obligations_under_Article_10_EN.pdf - Débat thématique sur la « sécurité des journalistes » - Document de travail présenté par le Secrétaire Général - SG/Inf(2012)6 |
| Notes et action attendue | Information par le Secrétariat et discussion. |

Projet de convention sur les droits voisins des organismes de radiodiffusion

| | |
|--------------------------|---------------------------------|
| Notes et action attendue | Information par le Secrétariat. |
|--------------------------|---------------------------------|

Projet de recommandation sur l'égalité des sexes et les médias

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | Projet de recommandation sur l'égalité des sexes et les médias |
| Notes et action attendue | Information par le Secrétariat sur l'état d'avancement. |

Dimension de l'égalité des sexes dans la couverture médiatique des campagnes électorales

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | <ul style="list-style-type: none"> - Recommandation R (99) 15 relative à des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias - Recommandation CM/Rec(2007)15 sur des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias - Démocratie paritaire : une réalisation encore lointaine <p>Etude comparative sur les résultats des premier et deuxième cycles de suivi de la Recommandation Rec (2003) 3 du Conseil de l'Europe sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique (http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/equality/03themes/women-decisionmaking/CDEG%20(2009)17_en_corrected.pdf)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recommandation (2003)3 sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique - Outline – Gender aspects of media coverage of electoral campaigns – CDMSI(2012)Misc8 (Vue d'ensemble : Questions de genre dans la couverture médiatique des campagnes électorales) |
| Notes et action attendue | Examiner l'instrument normatif cadre élaboré par le Secrétariat. Discussion et propositions en vue d'une nouvelle action. |

Propositions soumises au Comité des Ministres sur le suivi d'instruments spécifiques concernant les médias adoptés par le Comité des Ministres (par exemple, en ce qui concerne les médias de service public, la valeur de service public d'internet, ou une nouvelle conception des médias)

| | |
|--------------------------|--|
| Notes et action attendue | Le CDMSI a décidé de mettre ce point en attente sous réserve de discussions en rapport avec la prochaine conférence ministérielle. |
|--------------------------|--|

Activités de coopération*Etats membres*

| | |
|--------------------------|---|
| Notes et action attendue | Information par le Secrétariat sur des activités en cours et sur des projets d'activités. |
|--------------------------|---|

Régions voisines

| | |
|--------------------------|---|
| Notes et action attendue | Information par le Secrétariat sur des projets d'activités à mener au Maroc, en Tunisie et en Jordanie. |
|--------------------------|---|

8. Mise en œuvre de la Déclaration du CM du 13 janvier 2010

| | |
|-----------------|---|
| Documents | <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration sur des mesures visant à favoriser le respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme - Décision du Comité des Ministres du 18/1/2012 suite à son débat thématique sur la liberté des médias |
| Notes et action | Information par le Secrétariat et discussion. |

| | |
|----------|--|
| attendue | |
|----------|--|

9. Protection des données à caractère personnel

Activités normatives

Informations concernant les instruments en cours de révision par le T-PD :

- Convention 108
- protection des données et emploi
- protection des données et police

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | <ul style="list-style-type: none"> - <i>Modernisation de la Convention 108 – nouvelles propositions</i> - <i>Recommandation CM Rec(89)2 aux Etats membres sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins d'emploi</i> - <i>Recommandation CM Rec(87)15 aux Etats membres visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police</i> - <i>TPD(2012)WP – Programme de travail du T-PD pour 2012 et 2013</i> - <i>Stratégie 2012-2015 du Conseil de l'Europe en matière de gouvernance de l'internet</i> - <i>Projet d'ordre du jour de la 28^e réunion plénière du T-PD (Strasbourg, 19 au 22 juin 2012)</i> |
| Notes et action attendue | Information par le Secrétariat et discussion. Envisager la représentation du CDMSI à la 28 ^e réunion plénière du T-PD. |

10. 1^{re} Conférence du Conseil de l'Europe des Ministres responsables des médias et de la société de l'information (Serbie, 2013)

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | <p><i>Documents de référence :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>CDMSI(2012)Misc1 – Document de réflexion sur l'évolution éventuelle du terme « contre-pouvoir » dans le nouvel environnement médiatique (M. Traimer – Autriche)</i> - <i>CDMSI(2012)Misc2 – « Je ne parle pas au nom de... » - « Mouvements agiles », « politique fluide » et nouveau pacte démocratique (Ren Reynolds)</i> - <i>CDMSI(2012)Misc3 – L'Accès à internet – un droit de l'homme ? (A.Mellakauls – Lettonie)</i> - <i>CDMSI(2012)Misc5 – Document de réflexion sur la télévision connectée (France)</i> - <i>CDMSI(2012)Misc6 - Regulating freedom of expression and association online – regulating democracy? (réglementer la liberté d'expression et d'association en ligne – réglementer la démocratie ?) (Suisse)</i> - <i>CDMSI(2012)Misc7 - The Future of Policy and Regulation in a Connected Public Sphere (l'avenir des politiques et des réglementations dans une sphère publique connectée) (document élaboré par le Secrétariat)</i> |
| Notes et action attendue | Examiner les projets de documents ébauchés par le Secrétariat pour la conférence. Discuter des thèmes et de la structure de la conférence. |

11. Relations du CDMSI avec les autres organes du Conseil de l'Europe

| | |
|-----------|---|
| Documents | <ul style="list-style-type: none"> - <i>Comité d'experts sur le terrorisme – CODEXTER</i> - <i>Rapport abrégé de la 22^e réunion du CODEXTER (12-13 avril 2012).</i> - <i>Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY) – Réunion plénière (Strasbourg, 4-5 juin) – Projet d'ordre du jour de la réunion</i> |
|-----------|---|

| | |
|--|---|
| | <p><i>Conférence OCTOPUS sur la cybercriminalité (6-8 juin)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité directeur de la culture, du patrimoine et du paysage (CDCPP) - Comité européen pour la cohésion sociale – (CDCS) - Comité des Parties à la Convention pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote, T-ES), - Conférence des ministres de la Justice - <i>Eléments pour un projet de résolution : préserver les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans le cadre de la réponse à l'utilisation d'internet pour des actes de violence urbaine - CDMSI-BU(2012)001</i> |
|--|---|

| | |
|--------------------------|--|
| Notes et action attendue | <p>Envisager la représentation du CDMSI dans ces comités et ces manifestations, s'il y a lieu..</p> <p>Examen des éléments exposés dans le document CDMSI-BU(2012)001 et décision sur la soumission de propositions au CDMSI</p> |
|--------------------------|--|

12. Statut d'observateur

| | |
|--------------------------|------------|
| Notes et action attendue | Discussion |
|--------------------------|------------|

13. Autres questions

14. Dates des futures réunions

| | |
|--------------------------|--|
| Documents | <i>CDMSI(2012)001Rev – Calendrier</i> |
| Notes et action attendue | Prendre note du calendrier actualisé des réunions. |

Annexe II

LISTE DES PARTICIPANTS

**1ERE REUNION DU BUREAU
DU COMITE DIRECTEUR SUR LES MEDIA ET LA SOCIETE DE L'INFORMATION
(CDMSI-BU), 29-30 MAI 2012
SALLE 16, PALAIS DE L'EUROPE**

ARMENIA/ARMENIE

Mr Garegin Chugaszyan, Executive Director, IT Foundation

BOSNIA AND HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Emir Povlakic, Head of Division for Licensing, Digitalization and Coordination in Broadcasting, Communications Regulatory

BULGARIA/BULGARIE

Ms Bissera Zankova, Media Expert / Consultant, Ministry of Transport, IT and Communications

LATVIA/LETTONIE

Mr Andris Mellakauls (Chair/Président), Information Space Integration, Ministry of Culture

SERBIA/SERBIE

Ms Maja Rakovic, Counsellor, Ministry of Foreign Affairs

SWITZERLAND

Mr Thomas Schneider, International Affairs, Federal Office of Communication, Federal Department for the environment, transport, energy and communication

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

Mr Mark Carvell, Media Team, Department for Culture, Media and Sport

SECRETARIAT

Mr Jan Kleijssen, Director, Information Society and Action against Crime, Directorate General of Human Rights and Rule of Law

Mr Jan Malinowski, Head of Information Society Department, Directorate General of Human Rights and Rule of Law

Mr Björn Janson, Head of Media Division, Directorate General of Human Rights and Rule of Law

Ms Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant, Media Division, Directorate General of Human Rights and Rule of Law

Ms Julia Whitham, Assistant, Directorate General of Human Rights and Rule of Law

(Répartition par sexe des 7 participants : 2 femmes (29%), 5 hommes (71%)).

Annexe III

Proposition pour la liste des membres du MSI-DUI

Etats membres :

- Eva Kushova (Albanie)
- Michael Kogler (Autriche)
- Nelly Stoyanova (Bulgarie)
- Hasan Ali Erdem (Turquie)
- Alexander Borisov (Fédération de Russie)
- Johan Hallenbourg (Suède)
- Thomas Schneider (Suisse)

(Les Etats membres peuvent déléguer d'autres représentants à leurs propres frais)

Experts indépendants :

- Meryem Marzouki (France, EDRi)
- Wolfgang Benedek (Autriche, Université de Graz)
- Rikke Frank Jorgensen (Danemark, Institute danois pour les droits de l'homme)
- Yaman Akdeniz (Turquie, Université Bilgi – Istanbul)
- Dixie Hawtin, (Royaume Uni, Global Partners)
- Francisco Teixeira da Mota (Portugal, juriste spécialisé dans la liberté d'expression et les médias)